

La période électorale amène son lot de complications pour quiconque désire prendre directement part à une campagne comme celle pour la rémunération des stages et la reconnaissance des études en tant que travail. Depuis plusieurs mois déjà, des interventions fusent de toutes parts pour, volontairement ou non, récupérer, détourner ou neutraliser à des fins partisans ou corporatistes les capacités d’organisations des stagiaires en lutte. Ces initiatives, qui s'ajoutent aux manœuvres du gouvernement, proviennent autant des comités partisans que d’associations étudiantes nationales.

Premier exemple. Fin mars, le ministre des Finances dépose le budget provincial, dans lequel est annoncé l'octroi de 15 millions de dollars par année, destinés à la mise en place d’une compensation financière durant le stage final en enseignement. Après des années de compression dans les services publics<sup>1</sup>, personne n’est dupe : il s’agit bien d’un budget électorale dans lequel sont distribués les *cadeaux*. La compensation financière pour les stages finaux en enseignement était revendiquée depuis plus d’une dizaine d’années par des associations nationales et locales, dont l’implication avait été en dents de scie et ne semblait mener à aucun gain concret. Pourquoi le gouvernement décide-t-il de bouger maintenant? La grève! Un peu plus d’une année de lutte soutenue pour la rémunération de l’ensemble des stages et la menace sérieuse d’un débrayage des cours et des stages dans plusieurs programmes et plusieurs régions ont suffi pour que le pouvoir croie bon de réagir. En s’appuyant sur la revendication de la CRAIES<sup>2</sup>, et en toute conscience que les éléments les plus combatifs de la lutte se trouvent en grande partie dans les programmes d’éducation, les mesures annoncées servent ni plus ni moins à diviser le mouvement et à l’amputer de ses capacités d’organisation. Il faut dire que les jours de grève commencent à s’accumuler et que des administrations comme celle de l’UQAM et du Cégep de Sherbrooke affichent une certaine ouverture à la rémunération des stages dans tous les programmes. La ministre de l’Enseignement supérieur elle-même a annoncé publiquement, suite à une action de visibilité du CUTE UQAM dans le cadre des États généraux sur l’enseignement supérieur, qu’un grand chantier pour explorer la possibilité de rémunérer les stages de plusieurs programmes serait mis en place. Bref, si l’affaiblissement du mouvement peut sembler réel à la suite du budget, c’est cependant un couteau à double tranchant : cette concession indique aussi que la tenue de quelques jours de débrayage donne des résultats concrets et il est envisageable qu’une grève générale illimitée puisse mener à l’obtention d’un salaire pour l’ensemble des stagiaires. Il faut toutefois éviter de diviser le mouvement et d’offrir d’autres portes de sortie du même acabit au gouvernement.

C’est ce qui nous mène au second exemple. À la suite de cette «victoire» revendiquée tièdement par la CRAIES et l’UEQ<sup>3</sup>, il a été tentant de vouloir reproduire la recette. C’est l’idée qu’a eue l’*Association des étudiantes sages-femmes du Québec* (AESFQ), qui a entrepris d’imiter en accéléré la campagne de la CRAIES dans un contexte électorale, pensant pouvoir ainsi obtenir la rémunération de leur internat. Commence donc les discours et photos avec des politiciens, comme Gabriel Nadeau-Dubois et Jean-François Lisée, les conférences de presse à l’Assemblée nationale, les *memes* sur les réseaux sociaux, le tout pour ne revendiquer que la rémunération du stage final en pratique sage-femme. Même son de cloche du côté de la FAÉCUM, qui encourage l’exécutif de l’*Association étudiante de service social de l’Université de Montréal* (AESSUM), programme où la lutte pour la rémunération de tous les stages est bien ancrée, à organiser une campagne pour leur discipline seulement, tout en lui faisant part de ses inquiétudes à voir participer cette association étudiante au mouvement de grève. Or, de tels replis corporatistes auraient pour conséquence d’affaiblir bien davantage le mouvement d’ensemble et de faire stagner toutes les campagnes organisées par programme ou domaine d’études. Le mouvement pour la rémunération de tous les stages a contribué à redynamiser la campagne pour la rémunération du stage final en enseignement et celle pour la rémunération des stages en pratique sage-femme, en les inscrivant dans un mouvement général et ancré dans la reconnaissance du travail des stagiaires et, encore plus largement, du travail des femmes, tant au niveau local qu’à l’échelle mondiale. La dernière chose à faire à l’heure actuelle est de segmenter le mouvement en luttes particulières.

Troisième et dernier exemple. À l’hiver et au printemps dernier, des militant.e.s de Québec solidaire (QS) d’un peu partout entreprennent de faire circuler sur les campus une pétition en faveur de la rémunération des stages obligatoires à l’obtention d’un diplôme. C’est notamment le cas de l’*Association de campus de QS à l’Université de Montréal* et du *Regroupement des sympathisants de QS de l’Université de Sherbrooke*. Plutôt que d’être destinée à être déposée à l’Assemblée nationale, cette pétition s’inscrit dans la nouvelle stratégie de QS permettant au parti de collecter les données des électeur.trices en vue de les impliquer dans la campagne électorale<sup>4</sup>. Au lieu de profiter de la période (pré)électorale pour inviter les étudiant.es à se mobiliser pour la rémunération des stages sur leur campus, on profite de cette lutte pour les recruter et les inciter à voter pour un parti. Or, l’équation “un vote pour QS = un vote pour la rémunération des stages” est trompeuse. D’abord parce que les comités campus de QS ne sont pas impliqués dans la lutte pour des stages payés et ne participent pas aux activités et rencontres dans les établissements d’enseignement ni au sein des coalitions régionales pour la rémunération des stages, alors qu’ils y sont tout à fait les bienvenus. Mais c’est surtout parce que, même si la position de QS indique que le parti est en faveur de la rémunération de l’ensemble des stages, son programme électorale, lui, n’a de concret sur ce thème que la compensation du stage final en éducation<sup>5</sup>. Il serait donc bien mieux avisé pour les militant.es de QS dans les campus de se rallier au mouvement et d’organiser la grève plutôt que de détourner le mouvement de la rue vers les urnes; une stratégie qui ne s’est jamais avérée efficace.

La ministre David a mis en place une table de discussion avec les associations étudiantes nationales pour éteindre les feux que nous avons allumés. Il importe maintenant de répondre de manière avisée. Peu importe le parti qui prendra le pouvoir, nous organiserons la grève et la mènerons jusqu'au bout. C'est le mot d'ordre que se sont donné les groupes et associations étudiantes réunies au sein des coalitions montréalaise et outaouaise pour la rémunération des stages, qui entendent bien ne pas se laisser distraire par les élections.

C'est seulement de cette façon que le gouvernement flanchera.

---

Cet article a été publié dans le [numéro de l'automne 2018 du CUTE Magazine](#). Pour te tenir informé.e sur la lutte pour la pleine reconnaissance du travail étudiant, pour en discuter ou pour y contribuer, tu peux nous contacter via la page [CUTE Campagne sur le travail étudiant](#).

## Footnotes

1. Selon l'IRIS, il y aurait eu plus de 4 milliards \$ de coupures dans les services publics entre 2014 et 2016.  
Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec : <https://austerite.iris-recherche.qc.ca/>. ↵
2. Campagne de revendications et d'actions interuniversitaires pour les étudiants et étudiantes d'éducation en stage ↵
3. Union étudiante du Québec ↵
4. Cette stratégie avouée de Québec solidaire est également utilisée par la Coalition avenir Québec :  
<http://www.journaldequebec.com/2018/02/15/quebec-solidaire-lance-une-petition-pour-demettre-barrette>. ↵
5. Tract de QS à ce sujet : <https://quebecsolidaire.net/nouvelle/tract-remunerer-les-stages-ca-presse>. ↵